

On World Humanitarian Day, ACHRS Calls for Establishment of an International Fund for Humanitarian Assistance

The **Amman Center for Human Rights Studies (ACHRS)** joins the international community in commemorating World Humanitarian Day, honouring the courage, dedication, and sacrifice of humanitarian workers around the world. Observed annually on 19 August, the day marks the anniversary of the [2003 Canal Hotel bombing](#) in Baghdad, which claimed the lives of 22 aid workers. Thirteen years on, humanitarian workers are facing greater risks than ever. With 2025 marking yet another deadly year for humanitarian personnel, ACHRS calls on the international community to turn its commitment to protecting humanitarian workers into action by holding perpetrators accountable. States must remember that even war has rules— and that our shared humanity depends on upholding them.

Following three years of escalating violence against humanitarian workers, 2025 marked a devastating new record. At least [326 aid workers](#) were killed in the line of duty across 21 countries, bringing the total killed over the past three years to [more than 1,010](#). More alarming still, this steady rise in fatalities comes at a time of groundbreaking technological advancement— advancements that should make humanitarian workers safer. By informing all parties of the locations and movements of humanitarian personnel, [deconfliction systems](#) are intended to reduce the risk of accidental attacks. Yet despite their now near-universal use, humanitarian casualties continue to rise. This is more than a failure of protection— it is a troubling indication of States' diminishing commitment to the fundamental principles of humanitarian action.

Palestine accounted for [the majority](#) of humanitarian worker fatalities in 2025, making Gaza the world's deadliest place for humanitarian personnel. Contrary to claims by the Israeli forces, these deaths are not an unavoidable consequence of war. Rather, they reflect a profound disregard— and even contempt— for basic humanitarian principles. This is exemplified by the killing of seven [World Central Kitchen](#) workers, whose convoy was attacked despite its location having been [communicated](#) to Israeli authorities beforehand.

Israel is not the only culprit: multiple State and non-State actors are responsible for targeting humanitarian workers. Last year alone, at least [130 aid workers](#) were killed in Sudan. In June 2025, [a joint-convoy](#) carrying contractors for both the World Food Program (WFP) and UNICEF was [struck](#) near the famine-ridden region of el-Fasher, in what was likely a targeted attack. In the Democratic Republic of the Congo (DRC), [25 aid workers](#) were killed, with the most recent incident being [a targeted drone strike](#) in a residential building known for housing humanitarian personnel. Despite receiving widespread condemnation, the perpetrators of these attacks have yet to be held accountable.

These are places facing severe humanitarian crises: [3.6 million people](#) in Palestine require humanitarian aid, while [33.7 million](#) in Sudan and [14.9 million](#) in the DRC are in need of assistance. Humanitarian workers are an indispensable lifeline for millions, but they cannot save lives while fearing for their own. War has rules, and humanity is not optional. The protection of those who deliver aid must never be compromised.

***Amman Center
for Human Rights Studies***

In Special consultative status
with UN. ECOSOC

Honorary of the UN Human Rights Prize 2023



**مركز عمان
لدراسات حقوق الإنسان**

حاصل على وضع استشاري خاص لدى
المجلس الاقتصادي والاجتماعي للأمم المتحدة
وحاصل على جائزة الأمم المتحدة لحقوق الإنسان لعام 2023

On this World Humanitarian Day, ACHRS joins the UN #ActForHumanity campaign and calls on the international community to:

- Reaffirm its commitment to protecting humanitarian workers and upholding the principles of international humanitarian law;
- Hold perpetrators accountable through appropriate national and international mechanisms, including the International Criminal Court (ICC);
- Establish an international fund for humanitarian assistance through the United Nations, obliging all member States to contribute not less than 1% of their military budgets. So that we don't leave any human being behind.

À l'Occasion de la Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire, l'ACHRS Appelle à la Création d'un Fonds International d'Aide Humanitaire

Le Centre d'Amman pour les Études sur les Droits de l'Homme (ACHRS) se joint à la communauté internationale pour célébrer la Journée mondiale de l'aide humanitaire, rendant ainsi hommage au courage, au dévouement et au sacrifice des travailleurs humanitaires à travers le monde. Célébrée chaque année le 19 août, cette journée marque l'anniversaire de l'attentat de 2003 contre l'hôtel Canal à Bagdad, qui a causé la mort de 22 travailleurs humanitaires. Treize ans plus tard, les travailleurs humanitaires sont confrontés à des risques plus grands que jamais. Alors que l'année 2025 s'annonce comme une nouvelle année mortelle pour le personnel humanitaire, l'ACHRS appelle la communauté internationale à traduire son engagement en faveur de la protection des travailleurs humanitaires en actions concrètes, afin de faire rendre des comptes aux auteurs de ces crimes. Les États doivent se rappeler que même la guerre a des règles, et que notre humanité commune repose sur leur respect.

Après trois années marquées par une escalade de la violence à l'encontre des travailleurs humanitaires, l'année 2025 a atteint un nouveau record dévastateur. Au moins 326 travailleurs humanitaires ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions dans 21 pays, portant à plus de 1 010 le nombre total de victimes au cours des trois dernières années. Plus alarmant encore, cette hausse constante du nombre de décès survient à une époque marquée par des avancées technologiques sans précédent qui devraient pourtant renforcer la sécurité des travailleurs humanitaires. Les systèmes de déconfliction, qui permettent d'informer toutes les parties des emplacements et des déplacements du personnel humanitaire, devraient permettre de réduire le risque d'attaques accidentelles. Malgré leur utilisation désormais quasi universelle, le nombre de victimes parmi les travailleurs humanitaires continue d'augmenter. Il ne s'agit pas seulement d'un échec en matière de protection, mais d'un signe inquiétant du recul de l'engagement des États envers les principes fondamentaux de l'action humanitaire.

La Palestine a représenté la majorité des décès de travailleurs humanitaires en 2025, ce qui fait de Gaza l'endroit le plus meurtrier au monde pour le personnel humanitaire. Contrairement à ce qu'affirment les forces israéliennes, ces décès ne sont pas une conséquence inévitable de la guerre. Ils reflètent plutôt un mépris profond— voire un dédain— pour les principes humanitaires fondamentaux. Le meurtre de sept travailleurs de World Central Kitchen, dont le convoi a été attaqué bien que sa position ait été communiquée au préalable aux autorités israéliennes, en est un exemple frappant.

Israël n'est pas le seul coupable: de nombreux acteurs, étatiques et non étatiques, sont responsables d'attaques dirigées contre des travailleurs humanitaires. Rien que l'année dernière, au moins 130 travailleurs humanitaires ont été tués au Soudan. En juin 2025, un convoi conjoint

transportant des sous-traitants du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'UNICEF a été pris pour cible près de la région d'El-Fasher, ravagée par la famine, dans ce qui s'apparente probablement à une attaque délibérée. En République démocratique du Congo (RDC), 25 travailleurs humanitaires ont été tués, le dernier incident en date étant une frappe ciblée par drone contre un immeuble résidentiel connu pour héberger du personnel humanitaire. Bien qu'elles aient été largement condamnées, les personnes responsables de ces attaques n'ont toujours pas été amenées à rendre des comptes.

Ces régions sont confrontées à de graves crises humanitaires: 3,6 millions de personnes en Palestine ont besoin d'aide humanitaire, tandis que 33,7 millions au Soudan et 14,9 millions en RDC sont dans le même cas. Les travailleurs humanitaires constituent une ligne de vie indispensable pour des millions de personnes, mais ils ne peuvent pas sauver des vies s'ils craignent pour la leur. La guerre a ses règles, et l'humanité n'est pas optionnelle. La protection de ceux qui acheminent l'aide ne doit jamais être compromise.

À l'occasion de cette Journée mondiale de l'aide humanitaire, l'ACHRS se joint à la campagne #ActForHumanity des Nations Unies et appelle la communauté internationale à:

- Réaffirmer son engagement à protéger les travailleurs humanitaires et à respecter les principes du droit international;
- Faire en sorte que les auteurs de ces actes rendent compte de leurs actes par le biais de mécanismes nationaux et internationaux appropriés, notamment la Cour Pénale Internationale (CPI);
- Créer un fonds international d'aide humanitaire par l'intermédiaire des Nations unies, auquel tous les États membres seraient obligés de contribuer à hauteur d'au moins 1 % de leur budget militaire. Afin de n'oublier aucune personne.

Amman, 19/8/2026